



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Evaluation de l'AERES sur l'unité :
Centre de recherches politiques de Sciences Po
CEVIPOF
sous tutelle des
établissements et organismes :
Centre National de la Recherche Scientifique
Fondation Nationale des Sciences Politiques



Novembre 2012



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Le Président de l'AERES

Didier Houssin

Section des Unités
de recherche

Le Directeur

Pierre Glaudes



Notation

À l'issue des visites de la campagne d'évaluation 2012-2013, les présidents des comités d'experts, réunis par groupes disciplinaires, ont procédé à la notation des unités de recherche relevant de leur groupe (et, le cas échéant, des équipes internes de ces unités). Cette notation (A+, A, B, C) a porté sur chacun des six critères définis par l'AERES. NN (non noté) associé à un critère indique que celui-ci est sans objet pour le cas particulier de cette unité ou de cette équipe.

- Critère 1 - C1 :** Production et qualité scientifiques ;
Critère 2 - C2 : Rayonnement et attractivité académique ;
Critère 3 - C3 : Interaction avec l'environnement social, économique et culturel ;
Critère 4 - C4 : Organisation et vie de l'unité (ou de l'équipe) ;
Critère 5 - C5 : Implication dans la formation par la recherche ;
Critère 6 - C6 : Stratégie et projet à cinq ans.

Dans le cadre de cette notation, l'unité de recherche concernée par ce rapport obtenu les notes suivantes.

▫ Notation de l'unité : **Centre de recherches politiques de Sciences Po CEVIPOF**

C1	C2	C3	C4	C5	C6
A	B	A+	B	B	A



Rapport d'évaluation

Nom de l'unité :	Centre de recherches politiques de Sciences Po
Acronyme de l'unité :	CEVIPOF
Label demandé :	UMR
N° actuel :	UMR 7048
Nom du directeur (2012-2013) :	M. Pascal PERRINEAU
Nom du porteur de projet (2014-2018) :	M. Pascal PERRINEAU

Membres du comité d'experts

Président :	M. Vincent HOFFMANN-MARTINOT, Institut d'Etudes politiques de Bordeaux
Experts :	M. Michael BRUTER, London School of Economics and Political Science, Royaume-Uni
	M. Jean-Yves DORMAGEN, Université Montpellier 1
	M. Claude GAUTIER, Ecole Normale Supérieure de Lyon
	M ^{me} Valérie SALA PALA, Université Jean Monnet Saint-Etienne (représentante du CNU)
	M. Richard VINCEDEAU, Université Toulouse 2 (représentant du CoNRS)

Délégué scientifique représentant de l'AERES :

M. Gilles PINSON

Représentant(s) des établissements et organismes tutelles de l'unité :

M. Michel GARDETTE, directeur adjoint, directeur de l'information scientifique, Sciences Po

M. Florent CHAMPY, directeur adjoint scientifique, INSHS, CNRS



1 • Introduction

Historique et localisation géographique de l'unité :

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) a été créé en 1960, et est associé au CNRS depuis 1968. Il est l'un des dix laboratoires de Sciences Po Paris. Il est localisé à Paris, au 98 rue de l'Université, où il dispose d'une superficie de 898 m², partagée avec l'Observatoire Sociologique du Changement (OSC).

Équipe de Direction :

A compter du 1^{er} janvier 2013, M. Laurent BOUVET (Professeur des Universités, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines) devrait succéder à M. Pascal PERRINEAU (Professeur des Universités, Sciences Po Paris) qui a piloté le laboratoire et ses réorganisations depuis vingt ans. Les responsables actuels et prochains des différents thèmes sont :

- M. Alexandre ESCUDIER (Chargé de Recherche à la FNSP), Pensée politique, théorie politique et histoire des idées politiques ;
- M. Bruno CAUTRES (Chargé de Recherche au CNRS), Attitudes, opinions et comportements politiques.

Nomenclature AERES :

SHS2_2

Effectifs de l'unité :

Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014	2014-2018 Nombre de produisants du projet
N1 : Enseignants-chercheurs titulaires et assimilés	3	3	3
N2 : Chercheurs des EPST ou EPIC titulaires et assimilés	16	16	16
N3 : Autres personnels titulaires (n'ayant pas d'obligation de recherche)	17	17	5
N4 : Autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)			
N5 : Autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, Post-doctorants, visiteurs etc.)	3	3	3
N6 : Autres personnels contractuels (n'ayant pas d'obligation de recherche)			
TOTAL N1 à N6	39	39	27

Taux de producteurs	100 %
---------------------	--------------



Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014
Doctorants	24	
Thèses soutenues	47	
Post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité *	6	
Nombre d'HDR soutenues	1	
Personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	20	20



2 • Appréciation sur l'unité

Points forts et possibilités liées au contexte :

Le CEVIPOF bénéficie depuis de nombreuses années d'une réputation et d'une notoriété particulièrement fortes dans le domaine de la science politique.

Son rayonnement est entretenu par la présence de plusieurs très bons chercheurs.

Il a su valoriser ses activités de recherche et de publication par une politique active de communication et de diffusion dans les médias nationaux.

Une stratégie de redéveloppement organisationnel est d'ores et déjà engagée grâce au renouvellement de sa direction sortante.

Les doctorants accueillis dans l'unité peuvent compter sur un suivi individualisé de leurs travaux de recherche.

Points à améliorer et risques liés au contexte :

A la suite du départ d'un nombre substantiel de chercheurs en 2009, la structure enregistre un tarissement de ses forces vives ainsi que de ses ressources financières et connaît une baisse de son attractivité.

Le projet scientifique demeure encore relativement flou.

L'unité gagnerait à renforcer son insertion dans les réseaux scientifiques nationaux et internationaux.

Il est important et urgent que les tutelles - Sciences Po et le CNRS - clarifient leur positionnement par rapport à l'avenir institutionnel du CEVIPOF.

Recommandations :

La question du renouvellement de la direction de l'unité devrait être reposée et réglée selon les normes pratiquées pour les unités mixtes de recherche.

Sciences Po et le CNRS devraient partager une vision commune des objectifs stratégiques et du développement de l'unité.

Une politique active d'accueil de chercheurs, d'enseignants-chercheurs et de doctorants s'avère prioritaire.

La consolidation du centre par la recherche de nouveaux moyens humains et financiers nécessiterait l'adoption d'une démarche plus entrepreneuriale et collective.

Une plus grande attractivité devrait passer par une stratégie offensive d'internationalisation via une participation accrue dans les organisations et manifestations scientifiques non strictement françaises ainsi que par des publications dans les meilleures revues internationales.

Une implication claire et forte dans les dispositifs des Investissements d'Avenir devrait être privilégiée.



3 • Appréciations détaillées

Appréciation sur la production et la qualité scientifiques :

Historiquement, le CEVIPOF fait partie des fleurons de la recherche française dans le domaine des recherches sur le politique. Le centre compte nombre de chercheurs éminents parmi ses membres, qu'il s'agisse de membres historiques qui ont marqué l'histoire du monde universitaire français ou de recrutements plus récents mais extrêmement prometteurs.

La recherche du centre se concentre essentiellement sur deux grands axes : l'étude des comportements politiques et la théorie politique. Il convient de souligner que la coexistence de ces deux dynamiques semble nettement plus équilibrée que ce qui avait été noté par le rapport de l'AERES de 2008, démontrant une prise en compte louable de cette observation par la direction du centre. Néanmoins, il semble parfois que les deux thèmes fonctionnent scientifiquement en parallèle, tels deux sous-centres sans thématiques de rencontre claires.

Globalement, d'un point de vue quantitatif, les chercheurs du CEVIPOF produisent abondamment. Cependant, il nous a semblé que cette réalité masque une certaine disparité entre certains chercheurs très prolifiques et d'autres au bilan de publications plus étioilé. De plus, si le nombre de publications est généralement impressionnant, le comité aurait souhaité que plus de chercheurs s'efforcent de diversifier leur stratégie de production, en visant notamment les grandes revues internationales et les grands éditeurs internationaux qui sont encore trop peu recherchés et qui permettraient de diffuser le travail de l'équipe à un auditoire plus large et plus global.

De la même manière, il nous a semblé que des efforts plus systématiques devraient être réalisés pour solliciter des financements concurrentiels d'envergure que ce soit au niveau français (ANR, etc.) ou européen (PCRD, ERC, etc.) afin de soutenir les projets ambitieux décrits par le centre.

Enfin, la multidisciplinarité du centre est présentée comme une de ses grandes marques de fabrique. Pourtant, si la présence de chercheurs issus de disciplines complémentaires est louable, l'émergence de thématiques de recherche ouvertement pluridisciplinaires semble rester relativement limitée.

Appréciation sur le rayonnement et l'attractivité académiques :

L'unité de recherche bénéficie d'une lisibilité et d'une aura qui reposent en grande partie sur une histoire et un héritage. En matière d'analyse électorale, le CEVIPOF demeure une référence qui dépasse largement le cercle des notoriétés scientifiques pour atteindre certains éléments de la sphère publique et journalistique.

Dans le même temps, on est frappé par le caractère relativement discret des confrontations scientifiques réelles avec le champ académique dans toute son extension, qu'il soit national ou international, et où se développent pourtant, en matière d'analyses électorales, un certain renouvellement des problématiques portant sur l'étude des comportements électoraux.

Ce relatif isolement académique peut, en partie, être corrélé à la faiblesse des collaborations/confrontations effectives avec d'autres unités de recherche appartenant à des traditions théoriques différentes, ce qui permet, peut-être, de rendre compte du niveau peu élevé d'attractivité en matière de recherches doctorales. En effet, si l'on admet que l'analyse électorale est le pôle fort du CEVIPOF, on doit se demander pourquoi un si petit nombre de doctorants sont inscrits ces dernières années (depuis 2009) dans ce domaine.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, on soulignera donc la coexistence d'une notoriété locale - en prise avec un marché délimité de réception et de diffusion de nombreux résultats (presse nationale, etc.) - et d'une faible contribution aux confrontations théoriques plus larges qui se déploient sur le plan national ou international.



Appréciation sur l'interaction avec l'environnement social, économique et culturel :

Les interactions avec l'environnement et, plus généralement, les activités de diffusion et de valorisation de la recherche constituent, historiquement, l'un des points forts de l'unité. Le CEVIPOF a su, au cours du temps, tisser autour de ses activités de puissants réseaux et canaux de diffusion, tout particulièrement dans les domaines correspondant à son activité de recherche. Par l'intermédiaire de certains de ses chercheurs, il entretient ainsi des relations de collaboration étroites avec les grands instituts de sondages nationaux, le milieu de la presse et des grands media, ainsi que les milieux politiques et la haute administration.

Ces liens ont été décisifs dans la construction de la stratégie de recherche du CEVIPOF, en permettant à ce laboratoire de produire ses terrains de recherche, tant en matière d'opinion que d'analyse des comportements électoraux, grâce à l'obtention de financements (du Service d'Information du Gouvernement par exemple), mais aussi en coproduisant les données dans le cadre de partenariats étroits avec les instituts de sondages.

Le CEVIPOF est également très actif en matière de diffusion de ses résultats en direction d'un public élargi, ce qui se traduit par la publication d'ouvrages destinés à diffuser assez largement les résultats de ses enquêtes, par une présence très importante dans les grands media, mais aussi par l'organisation régulière de manifestations (*Les Lundis du CEVIPOF*, par exemple) réunissant des universitaires, des acteurs et des journalistes.

La forte visibilité du laboratoire s'explique donc, en partie, par la forte demande de commentaires médiatiques correspondant à ses objets de recherche traditionnels (les élections, l'opinion publique, la vie politique), mais aussi par la stratégie de ses responsables qui oriente une partie de leur activité dans cette direction. Il en résulte une forte notoriété publique de certains des membres de l'équipe scientifique, mais aussi de l'entité CEVIPOF elle-même ; laquelle est incontestablement l'un des laboratoires de recherche les mieux identifiés et les plus connus au-delà des frontières du monde académique.

Appréciation sur l'organisation et la vie de l'unité :

L'organigramme révèle une structure administrative cohérente.

Le personnel administratif et scientifique n'a pas manifesté, collectivement ou individuellement, sa volonté de rencontrer le comité d'experts ou un de ses membres (présence d'un homologue ITA, membre expert, élu C du comité national).

Compte tenu de la profonde évolution des forces du laboratoire enregistrée en 2009, le comité regrette de n'avoir pu entendre plus particulièrement l'équipe administrative sur les effets de la scission entre le CEVIPOF et le CEE, notamment du point de vue qualitatif et quantitatif des activités de ses membres.

On doit saluer l'attention portée par la direction à la prévention des risques psychosociaux, à la formation (adaptation aux évolutions) et à la valorisation des agents administratifs (promotion).

Depuis la dernière évaluation et le partage de l'unité (diminution du personnel scientifique), l'équipe administrative n'a pas subi de réduction importante de personnel, si bien que le CEVIPOF dispose d'un ratio administratifs/académiques particulièrement favorable (0,67 en septembre 2010).

Une question sur l'activité des ITA reste sans réponse évidente si de nouveaux partenariats financiers ne sont pas conclus rapidement. La raréfaction des ressources serait susceptible d'engendrer également des difficultés dès 2013 en termes de rayonnement scientifique du centre.

En revanche, la question de la direction de l'unité demeure un sujet d'inquiétude. Le précédent rapport de l'AERES, datant de février 2008, avait déjà relevé l'absence de renouvellement du directeur, en fonction alors depuis 16 ans. Depuis, la situation n'a guère évolué. A la suite du précédent rapport, la direction avait argué du changement de nom et de périmètre de l'unité pour justifier cette « continuité ». En 2012, l'unité a tenté de désigner un nouveau directeur dans la perspective du prochain contrat quinquennal, mais la procédure mise en place par la direction de l'unité n'a pas obtenu l'aval du CNRS. Il importe que cette question du renouvellement de la direction soit réglée au plus vite et dans le respect des formes prévues par les textes.



Appréciation sur l'implication dans la formation par la recherche :

Le CEVIPOF compte aujourd'hui 24 doctorants, contre 101 en 2008, tous inscrits à l'Ecole Doctorale de Sciences Po (ED 234). Sur les 24 doctorants actuels, 14 sont spécialisés en pensée/théorie politique et 10 en sociologie politique/action publique. La capacité limitée du centre à attirer de nouveaux doctorants semble en partie liée à la faiblesse des liens avec le master recherche de Sciences Po, principalement pour le pôle Attitudes et comportements politiques. Il paraît donc nécessaire d'approfondir ces liens par une présence renforcée des chercheurs dans les enseignements dispensés, en particulier en sociologie politique.

Sur la période 2008-2012, la part de doctorants non financés paraît importante (8 des 24 doctorants actuels ne sont pas financés, d'autres n'ont que des financements ponctuels), ainsi que la proportion de doctorants inscrits depuis plus de 6 ans. Il est souhaitable que le centre incite davantage les doctorants à soutenir leur thèse dans des délais raisonnables.

Si les doctorants peuvent trouver des formes individuelles d'encadrement et de soutien satisfaisantes auprès de leur directeur de thèse, ils bénéficient en revanche de peu de formes collectives d'encadrement (telles que la mise en place de comités de suivi de thèse ou l'organisation de journées doctorales). Le laboratoire ne semble pas non plus avoir établi de règles formalisées quant au soutien apporté aux doctorants, par exemple via l'octroi de financement pour des missions de terrain ou des participations à des colloques. Même si les doctorants peuvent solliciter des financements de l'école doctorale, il semble nécessaire de clarifier les « règles du jeu » en ce qui concerne l'accès aux ressources du laboratoire ainsi que, plus globalement, les « droits et devoirs » des doctorants.

De façon liée, il semble important de renforcer la présence des doctorants dans les instances décisionnelles. A ce jour, le conseil d'unité compte un représentant nommé des doctorants, tandis que le conseil de gestion ne compte aucun représentant des doctorants. Une suggestion serait d'avoir un représentant élu des doctorants au sein des deux instances.

Appréciation sur la stratégie et le projet à cinq ans :

Sur la base d'une claire perception des transformations tant internes qu'externes qui affectent sa capacité de développement et grâce à une analyse SWOT rigoureuse, la stratégie du laboratoire à cinq ans vise principalement à renouveler sa direction, à accroître le nombre de ses chercheurs partis en mutation ou à la retraite, à attirer davantage de doctorants et à internationaliser sa politique de recherche et de formation à et par la recherche.

Confronté à un environnement institutionnel en plein changement, le centre se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Ayant perdu depuis 2009 une partie substantielle de ses forces vives dans le domaine de la sociologie des comportements politiques et électoraux, la possibilité de nouveaux recrutements tant dans ce secteur que dans celui de la théorie politique s'est heurtée à la profonde réforme décidée par la FNSP tendant à l'extinction du corps des chercheurs remplacé par de nouvelles catégories de personnels (enseignants-chercheurs, research professors). Aussi bien l'ancienne que la nouvelle direction ont réellement pris la mesure de cette dépendance structurelle par rapport aux orientations de soutien qui devront être rapidement définies, de manière concertée et convergente, par la FNSP et par le CNRS.

Le projet scientifique s'appuie sur les deux pôles existants et reconnus « Attitudes, opinions et comportements politiques » et « Pensée politique, théorie politique et histoire des idées politiques », et prévoit de raviver la tradition de l'analyse des partis et des systèmes politiques, tout en s'inscrivant résolument dans différents volets de l'IdEx Sorbonne Paris Cité. Il est à souligner que le groupe de recherche électoraliste ne pourra raisonnablement atteindre les objectifs fixés que s'il parvient à reconstituer la masse critique suffisante qui lui fait actuellement défaut.

Il serait souhaitable que soient définies plus précisément les ambitions et les attentes, tant individuelles que collectives, en termes de nouvelles ouvertures scientifiques, de publications, et d'obtention de subventions externes compétitives, en tentant plus systématiquement de confronter les recherches en cours ou en projet aux arènes scientifiques les plus sélectives aussi bien nationalement qu'internationalement. De ce point de vue, les efforts de l'équipe en place pour consulter des collègues, tant locaux que nationaux et étrangers, afin de remettre à plat les questionnements centraux dans les études électorales, représentent une démarche intégrée, originale, et louable pour faire progresser les modèles en place.

La lucidité dans l'analyse des défis à court et moyen terme, alliée à la détermination de dynamiser et de refonder le centre, tout en se rapprochant davantage des principaux laboratoires partenaires français comme étrangers, caractérisent heureusement la démarche choisie par le laboratoire.



4-bis • Analyse thème par thème

Thème 1 : ATTITUDES, OPINIONS ET COMPORTEMENTS POLITIQUES

Nom du responsable : M. Bruno CAUTRES

Effectifs

Effectifs du thème en Équivalents Temps Plein	Au 30/06/2012	Au 01/01/2014
ETP d'enseignants-chercheurs titulaires	2	1
ETP de chercheurs des EPST ou EPIC titulaires	11	13
ETP d'autres personnels titulaires n'ayant pas d'obligation de recherche (IR, IE, PRAG, etc.)	6,5	6,5
ETP d'autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)	0	0
ETP de post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité	0	
ETP d'autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, etc.) hors post-doctorants	2	1
ETP d'autres personnels contractuels n'ayant pas d'obligation de recherche	0	0
ETP de doctorants	10	
TOTAL	31,5	21,5

• Appréciations détaillées

Conclusion :

• Avis global sur le thème :

L'étude des comportements politiques est un des axes de recherche historiques du CEVIPOF et le domaine de concentration de la majorité de son effectif, même si une partie des chercheurs qui se concentraient sur ce thème a quitté le centre en 2009. Le CEVIPOF reste un centre d'étude des comportements électoraux en France prestigieux, grâce à la présence de plusieurs chercheurs de niveau international en la matière et des ambitions méthodologiques et empiriques louables. Cependant, il semble parfois que le thème est à la recherche de perspectives d'innovation et de renouvellement et d'un axe fort qui donne une identité forte au centre. En effet, alors que la recherche sur les comportements politiques en France a, au cours des dernières années, fortement progressé dans de nombreuses institutions, il pourrait être souhaitable pour la reconnaissance du CEVIPOF qu'il soit plus qu'un centre de recherche généraliste en matière de comportements politiques.



- **Points forts et possibilités liées au contexte :**

Le centre inclut nombre d'excellents chercheurs en la matière, et se caractérise par d'excellents projets incluant panels de réflexion sur les méthodes de recherche, une thématique de géographie électorale poussée, un effort de remettre en question les outils actuels en consultant experts nationaux et internationaux de qualité, et une grande visibilité populaire et médiatique.

- **Points à améliorer et risques liés au contexte :**

Les efforts visant à obtenir des financements des grands fonds scientifiques nationaux et internationaux sont nettement insuffisants. Ils sont pourtant nécessaires pour pallier l'instabilité et le tarissement tendanciel des financements venant d'institutions dont la vocation première n'est pas (et de moins en moins) le financement de la recherche (cf. le ministère de l'Intérieur). Par ailleurs, ce thème pâtit d'une ligne scientifique insuffisamment forte et trop peu innovante. Enfin, les chercheurs opérant dans ce thème doivent relever le défi de la publication à l'international.

- **Recommandations :**

Le centre est clairement dans une optique de réinvention de son travail scientifique. Cette réflexion est à la fois une opportunité et un défi car elle nécessite la refonte d'un projet innovant. Il semble important que le centre poursuive cet effort en se focalisant sur la cohérence du projet scientifique et une stratégie claire quant aux attentes tant individuelles que collectives en termes de financement, innovation, et publications.

4-bis • Analyse thème par thème

Thème 2 : PENSÉE POLITIQUE, THÉORIE POLITIQUE ET HISTOIRE DES IDÉES POLITIQUES

Nom du responsable : M. Alexandre ESCUDIER

Effectifs

Effectifs du thème en Équivalents Temps Plein	Au 30/06/2012	Au 01/01/2014
ETP d'enseignants-chercheurs titulaires	1	2
ETP de chercheurs des EPST ou EPIC titulaires	4	5
ETP d'autres personnels titulaires n'ayant pas d'obligation de recherche (IR, IE, PRAG, etc.)	7,5	6,5
ETP d'autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)	0	0
ETP de post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité	0	
ETP d'autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, etc.) hors post-doctorants	1	1
ETP d'autres personnels contractuels n'ayant pas d'obligation de recherche	0	0
ETP de doctorants	14	
TOTAL	27,5	14,5

• Appréciations détaillées

Conclusion :

• Avis global sur le thème :

Il y a incontestablement des individualités qui, par leur activité scientifique, apportent un niveau de grande qualité à l'ensemble du pôle. Il reste qu'il est difficile de se faire une idée précise de l'identité théorique de ce pôle ainsi que de la nature de son prochain projet scientifique.

Ce pôle de recherche s'est progressivement enrichi au cours des dernières années de l'arrivée d'une nouvelle génération de chercheurs qui contribuent, par la qualité de leurs travaux individuels, à l'ancrage et à la visibilité de cette thématique au sein du laboratoire. Une identité théorique alliée à une dynamique plus collective reste à structurer dans le cadre du projet scientifique quinquennal.

• Points forts et possibilités liées au contexte :

Ce thème est indéniablement porté par des individualités théoriques fortes. Son activité de publication est de bon niveau. On notera également une implication dans des réseaux en cours de développement, notamment autour des études de genre.



- Points à améliorer et risques liés au contexte :

Là encore, il est difficile de comprendre comment fonctionne, concrètement, la collaboration entre les deux pôles de recherche. Si le propos de présentation rappelle, pour le rapport d'activité comme pour le projet, que c'est bien l'objet « comportement et attitudes politiques » qui implique des approches liées - études électoralistes et approches philosophiques/théoriques -, il reste que l'étude des productions scientifiques ne permet pas toujours de comprendre comment une telle collaboration ou complémentarité opère. Il importe donc de décloisonner la recherche en théorie politique à l'intérieur même du laboratoire en stimulant des initiatives d'association et de coopération entre les deux pôles.

- Recommandations :

Les formes de collaboration avec des unités de recherche qui travaillent sur des thèmes proches ou complémentaires n'apparaissent pas très visibles. On pourrait suggérer de renforcer les formes d'associations, pas seulement sous la forme de colloque ou de journées d'études mais par des implications mutuelles dans des projets de recherche communs.



5 ● : Déroulement de la visite

Dates de la visite :

Début : Lundi 26 novembre 2012 à 9h15

Fin : Lundi 26 novembre 2012 à 17h30

Lieu(x) de la visite :

Institution : Centre de recherches politiques de Sciences Po - CEVIPOF

Adresse (n° voie ville): 98, rue de l'Université - 75007 Paris

Deuxième site éventuel :

Institution :

Adresse (n° voie ville):

Locaux spécifiques visités : La grande majorité des locaux

Déroulement ou programme de visite :

9h15 - 10h00 : Réunion à huis clos du comité de visite

10h00 - 12h45 : *Réunion plénière* (présentation du comité et de la démarche d'évaluation par le président du comité de visite ; présentation de l'unité par son directeur ; présentation des pôles par leurs responsables ; présentation des activités des doctorants)

12h45 - 13h25 : Réunion avec les représentants des tutelles

13h25 - 14h00 : Déjeuner

14h00 - 14h30 : Réunion du comité d'experts avec les membres du conseil d'unité

14h30 - 15h15 : Réunion avec les représentants des doctorants

15h15 - 16h15 : Entretiens individuels

16h15 - 17h30 : Réunion des membres du comité d'experts à huis clos (préparation du rapport)

5 • Statistiques par domaine : SHS au 10/06/2013

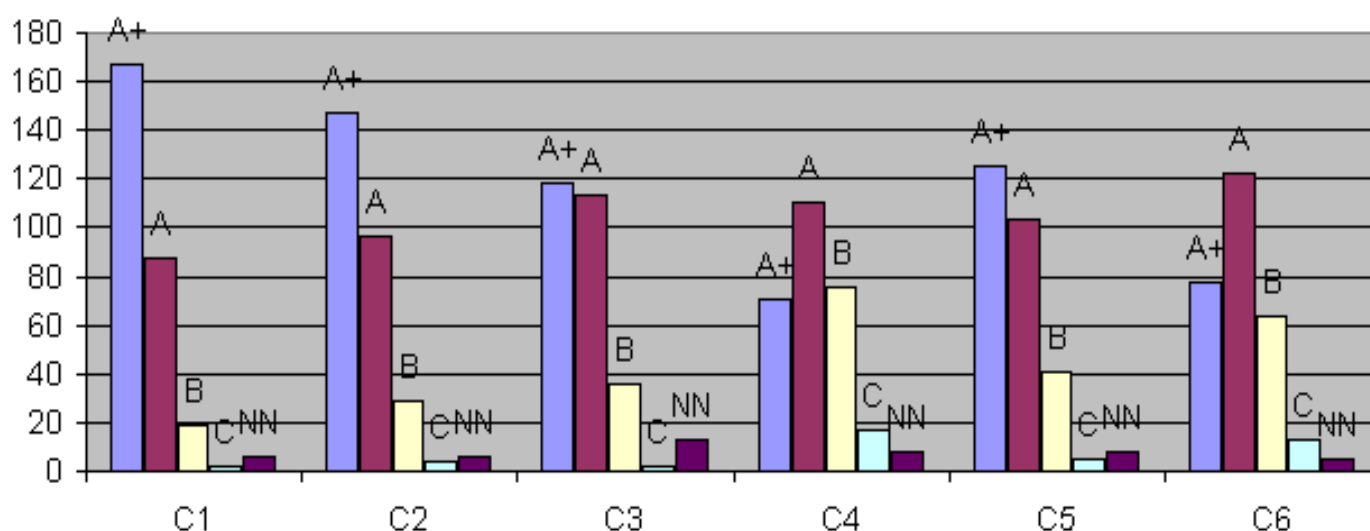
Notes

Critères	C1 Qualité scientifique et production	C2 Rayonnement et attractivité académiques	C3 Relations avec l'environnement social, économique et culturel	C4 Organisation et vie de l'entité	C5 Implication dans la formation par la recherche	C6 Stratégie et projet à cinq ans
A+	167	147	118	71	125	78
A	88	96	113	110	103	122
B	19	29	36	76	41	64
C	2	4	2	17	5	13
Non Noté	6	6	13	8	8	5

Pourcentages

Critères	C1 Qualité scientifique et production	C2 Rayonnement et attractivité académiques	C3 Relations avec l'environnement social, économique et culturel	C4 Organisation et vie de l'entité	C5 Implication dans la formation par la recherche	C6 Stratégie et projet à cinq ans
A+	59%	52%	42%	25%	44%	28%
A	31%	34%	40%	39%	37%	43%
B	7%	10%	13%	27%	15%	23%
C	1%	1%	1%	6%	2%	5%
Non Noté	2%	2%	5%	3%	3%	2%

Domaine SHS - Répartition des notes par critère





SciencesPo.

Monsieur Pierre Glaudes

Direction de la section des
Unités de recherche
AERES
20 rue Vivienne
75002 Paris

Paris, le 6 mai 2013

**Objet : Réponse au rapport S2PUR140006703 - CENTRE DE RECHERCHES POLITIQUES
DE SCIENCES PO - 0753431X**

Monsieur,

Je vous prie de trouver ci-dessous les observations de portée générale sur le rapport d'évaluation du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF – UMR 7048).

Je vous remercie par avance de bien vouloir les annexer au rapport d'évaluation définitif lorsque celui-ci sera rendu public sur le site internet de l'AERES.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Michel Gardette
Directeur adjoint

Réponse au pré-rapport du Comité de visite de l'AERES

Dans son rapport d'évaluation, le Comité, après avoir dégagé les points forts du laboratoire (notoriété forte dans le domaine de la science politique, présence de très bons chercheurs, politique active de diffusion de la recherche, bon encadrement des doctorants, stratégie de redéveloppement organisationnel), insiste sur quelques points qui posent, selon lui, problème. Ces points doivent être éclaircis et nous regrettons que la visite du Comité n'ait pas donné lieu à des questions sur ces sujets.

Nous considérons les points forts du laboratoire comme la reconnaissance par des pairs du travail accompli et à venir pour répondre, avec le soutien de Sciences Po et du CNRS, aux défis d'une recherche en constante mutation.

La présente réponse est destinée à affiner voire corriger les appréciations du Comité et, sans doute, les défauts contraints par l'exercice de la synthèse. Plus de cinq mois se sont écoulés entre la visite du Comité et la livraison d'un pré-rapport finalement de 4 pages (hors tableaux et annexes). Ces quatre pages ne peuvent révéler la diversité, l'intensité et la profondeur des activités du CEVIPOF durant la période 2007-2012, avec le soutien de nos autorités de tutelle.

Cette note est ainsi consacrée à apporter les réponses aux questions qui n'ont pas été posées par le Comité de visite, à pallier les contraintes d'une synthèse de quatre pages, et à corriger des visions stéréotypées sur le CEVIPOF.

- 1/ Sur : "Le projet scientifique demeure encore relativement flou".**
- 2/ Sur l'évolution démographique.**
- 3/ Sur l'insertion dans les réseaux scientifiques nationaux et internationaux.**
- 4/ Sur la notoriété.**
- 5/ Sur le renouvellement de la direction.**
- 6/ Sur "une démarche plus entrepreneuriale et collective".**
- 7/ Sur les Investissements d'avenir.**
- 8/ Sur le personnel administratif.**

1/ Sur : "Le projet scientifique demeure encore relativement flou".

Au-delà des neuf axes qui déclinent très précisément les projets des deux pôles du CEVIPOF, le laboratoire a un projet majeur qui fédère les initiatives des divers chercheurs autour du thème de « La démocratie et les mutations de l'espace public en Europe ». Celui-ci a été préparé par de nombreux échanges internes au laboratoire et externes à celui-ci, particulièrement dans la réflexion qui a été menée avec Jürgen Habermas lors de sa visite en Paris en novembre 2011 à l'invitation de Philépol, du CEVIPOF et de l'ICEE. C'est avec ces laboratoires que le CEVIPOF a déposé un projet dans le cadre de l'appel d'offres du PRES Paris Sorbonne Cité. Ce projet a reçu un accueil très positif et un financement de 160 000 euros sur deux ans.

L'argument du caractère « flou » du projet n'étant ni justifié ni étayé par le Comité, nous apportons plusieurs éléments dont un seul pourrait suffire à démontrer que la pertinence de cette appréciation est contestable.

A) Durant la journée de visite et notamment les séances qui ont été consacrées au volet scientifique, deux questions scientifiques ont été posées par deux membres du Comité. La première saluait en vérité l'initiative de la constitution d'une infrastructure de type "*French longitudinal election study*" et en valorisait les dimensions comparatistes et internationales. La seconde était relative à l'inscription des travaux sur le genre dans les réseaux nationaux et internationaux. Aucune autre question, en dépit des invitations renouvelées de son Président, n'a été posée par les membres du Comité sur ce volet.

B) Le CEVIPOF a une originalité, celle de la pluridisciplinarité. Au CEVIPOF, cette pluridisciplinarité a tout son sens dans la mesure où il s'agit de mieux comprendre la nature même de l'objet politique à partir du regard de différentes disciplines. Ce qui rassemble les chercheurs du CEVIPOF est l'objet politique et non l'appartenance à telle ou telle discipline. Au CEVIPOF, la pratique de la pluridisciplinarité n'est pas une cohabitation des savoirs mais un dialogue des disciplines. Il nous paraît curieux que le Comité considère comme « flou » ce qui en réalité est « étendu ». Ce regard du Comité doit être corrigé afin de bien prendre en compte le fait que la grande surface scientifique du CEVIPOF est la matérialisation de sa pluridisciplinarité. Celle-ci est d'ailleurs porteuse d'avenir et les premiers résultats du CEVIPOF dans les Investissements d'avenir de l'IDEX du PRES Paris Sorbonne Cité en sont un vivant témoignage. Enfin, la dynamique intellectuelle entre les deux pôles du CEVIPOF et les différentes approches disciplinaires qui s'y expriment, est assurée par la réunion régulière de tous les chercheurs du laboratoire dans un séminaire sur « la complication démocratique » qui montre toute la pertinence et la richesse d'une pluridisciplinarité en actes autour d'un objet commun.

C) Il faut porter à la connaissance du Comité les évolutions les plus récentes de la recherche. L'IDEX du PRES Paris Sorbonne Cité se fonde sur la pluridisciplinarité. Ses appels à projets (« *Proposition de programmes interdisciplinaires* ») valorisent d'ailleurs un rapprochement des disciplines qui n'ont que peu dialogué jusqu'à présent (sociologues, physiciens, psychologues, urbanistes, etc). Nous nous réjouissons de constater que le reproche adressé au CEVIPOF soit démenti par la politique scientifique menée dans le cadre de l'IDEX du PRES. C'est dans cette perspective que le CEVIPOF a déposé cinq candidatures en réponse à l'appel à projets de l'IDEX et deux ont été retenues.

D) Si le projet a pu paraître « flou » pour des raisons matérielles et financières aux yeux du Comité, celui-ci devrait être rassuré. L'activité habituelle de recherches et d'obtention de financements du CEVIPOF permet (et a déjà permis cf. Point n°6) de trouver les moyens de nos ambitions scientifiques. Le « flou » n'est peut-être qu'un défaut de perception par le Comité des moyens qu'est capable de trouver le CEVIPOF pour poursuivre son travail. Pour rappel, 2,1 millions d'euros de contrats, financements et subventions ont été récoltés pour la période 2007-2012. Si ce chiffre ne préjuge en rien des montants qui seront obtenus pour la prochaine période, il prouve la capacité du CEVIPOF à trouver les moyens de ses ambitions.

Ainsi, le Comité a-t-il considéré comme « floue » la nature même du CEVIPOF du fait qu'il n'en a pas une vision suffisamment globale. Les mutations de l'environnement scientifique national et international donnent au contraire raison, au CEVIPOF, à la prescience de ses fondateurs, à l'attachement des dirigeants de Sciences Po, au soutien des responsables du CNRS, aux activités de ses chercheurs, au dévouement de ses agents administratifs et à la constance de ces directeurs (et directrices) successifs qui ont toujours maintenu le cap de la pluridisciplinarité autour d'un objet commun et de la nécessité de marier l'approche

théorique de la pensée politique et celle davantage empirique de l'analyse des comportements et des attitudes.

2/ Sur l'évolution démographique.

Depuis le départ en 2009 de certains chercheurs vers d'autres centres (à Sciences Po et ailleurs), le CEVIPOF connaît un tarissement de ses forces vives et une baisse de son attractivité. Le relatif tarissement des forces vives est dû à une modification de la politique de recrutement de la FNSP qui a mis fin à la filière de chercheurs de statut FNSP ainsi qu'à l'absence d'ouverture de la commission 40 du CNRS vis-à-vis des problématiques mises en avant par le CEVIPOF et des candidats régulièrement soutenus par celui-ci. Comme le Comité le sait bien, les domaines du vote et des comportements politiques ainsi que ceux de l'histoire des idées et de la pensée politique ne sont pas au cœur des préoccupations dominantes de la commission 40. Le CEVIPOF subit cet état de fait. Etat de fait qu'il cherche à compenser en développant une stratégie très dynamique d'associations et en accompagnant la mobilité de chargés de recherche du CNRS particulièrement prometteurs. L'intégration de Réjane Sénac Slawinski dans le domaine des études de genre ainsi que l'arrivée de Virginie Tournay dans le secteur de la mise en politique des enjeux scientifiques sont là pour témoigner de l'attractivité maintenue du laboratoire. Le problème mis en avant par le Comité révèle en fait un problème plus large qui affecte la discipline de la science politique dans son ensemble.

3/ Sur l'insertion dans les réseaux scientifiques nationaux et internationaux.

Un reproche récurrent et infondé revient autour de l'idée que le laboratoire serait insuffisamment inséré dans des réseaux scientifiques nationaux et internationaux et souffrirait d'un déficit d'internationalisation. A nouveau, le Comité ne dispose pas d'une vision claire du contexte dans lequel s'inscrivent les mutations de la recherche moderne. Faut-il multiplier les exemples dans une litanie des expériences et des activités du CEVIPOF en général et de ses chercheurs en particulier ?

Chacun des chercheurs du CEVIPOF est inséré dans les réseaux de référence au plan national et international (AFSP, ECPR, IPSA...) que ce soit dans le champ des analyses du vote et des comportements ou dans le champ de la pensée politique. Associations scientifiques, comités de revues, réseaux formels et informels sont le quotidien des chercheurs du CEVIPOF qui ne comprennent pas les tenants et aboutissants de ce reproche peu fondé en fait et en principe. Quant au laboratoire, il est en constante coopération avec nombre de laboratoires français et européens. Par exemple, sur l'analyse du vote le CEVIPOF a travaillé et continue de travailler avec les équipes de recherche lilloise, grenobloise ou tourangelles qui ont investi l'étude électorale. Depuis longtemps, le CEVIPOF a même été le point fédérateur des diverses études qui se développaient sur ce terrain. Il en est de même au plan international où le CEVIPOF, au-delà d'une coopération institutionnelle régulière avec l'ICPS de Barcelone, a des échanges réguliers avec les électoralistes d'Oxford, de Mannheim, de Rome... Dans le domaine des études électorales, le CEVIPOF est membre du groupe européen de recherche TEV (*True European Voter*) piloté par Hermann Schmitt (MZES Mannheim) et Paolo Segatti (Université de Milan) ainsi que du réseau de coopération doctorale ELECDEN (*Marie Curie Initial Training Network*) associant onze équipes de recherche de neuf pays européens. Ces

deux réseaux sont considérés au plan européen comme les deux meilleurs réseaux d'analyse comparative des votes et des attitudes politiques. C'est bien vers le CEVIPOF que se sont tournés, en 2010-2011, les responsables de ces réseaux financés par des actions de l'Union européenne (actions COST et Marie Curie), afin d'occuper la place de représentant français au sein de ces deux consortiums. Il est dommage que cela n'ait pas été repris par le rapport de l'AERES alors même que ces deux points ont été soulignés lors de la rencontre avec le laboratoire. Dans le domaine de la Pensée politique, le CEVIPOF a mis en place une coopération régulière avec le Centre de philosophie, d'Epistémologie et de Politique (Philépol) de l'Université Paris Descartes et l'ICEE de l'Université de Paris 3 autour d'un projet sur les mutations de l'espace public qui a été mis en débat lors d'un colloque international réuni autour de Jürgen Habermas, organisé à Paris en novembre 2011. C'est à la suite de cette belle initiative scientifique et sociétale, et avec le soutien du grand penseur européen, qu'une candidature pluridisciplinaire a été déposée et retenue dans le cadre de l'IDEX de Paris Sorbonne Cité. Ce projet de recherche débouchera naturellement sur des coopérations internationales. Faut-il enfin parler des résultats du CEVIPOF dans le cadre des PCRD de la Commission européenne qui ont généré, consolidé ou développé des réseaux scientifiques nationaux et internationaux.

Tout cet effort qui n'est pas nouveau se traduit par une forte présence dans des revues internationales. Le document joint (*CEVIPOF-Production internationale*) qui extrait ce type de publications pour la période qui fait l'objet de l'évaluation est là pour l'attester.

Faut-il en faire plus ? Oui, et toujours plus. Mais l'internationalisation n'est pas au CEVIPOF un discours, elle est une pratique. Elle n'est pas une formule incantatoire, elle lui est naturelle, répondant ainsi aux priorités défendues par Sciences Po et par le CNRS.

4/ Sur la notoriété.

Le Comité note, au détour du rapport, la coexistence d'une « notoriété locale » et la « faible contribution aux confrontations théoriques plus larges qui se déploient sur le plan national ou international ». Cette remarque est d'autant plus étonnante quand on sait que le CEVIPOF a mené une vigoureuse action en direction de la communauté scientifique nationale lors des élections de 2012. Comme cela avait été expliqué aux membres du Comité d'évaluation de l'AERES lors de leur visite, le CEVIPOF est le seul laboratoire de recherche français engagé dans l'analyse des élections de 2012 à avoir proposé à la communauté scientifique, via un appel à candidatures, de participer au développement de son enquête post-électorale. A l'issue de cet appel d'offres, diffusé sur tout un ensemble de listes professionnelles et sur le site du laboratoire, les propositions –en particulier de doctorants– ont été retenues. Il est étonnant que le rapport de l'AERES passe cet élément sous silence alors qu'un tel dispositif est rarissime dans la recherche française en SHS.

Indépendamment du fait que le laboratoire aimerait saisir ce que l'on entend par « notoriété locale », il est bon de rappeler que - entre autres - dans les domaines d'études du genre, du libéralisme, des recompositions du racisme, du vote, de l'intégration, du national-populisme, de la recomposition des clivages politiques ou encore de la confiance politique, les travaux du CEVIPOF ont un écho réel dans le domaine théorique que ce soit sur le plan national ou international. Parmi de multiples acquis, ceux du «gendergap à la française », de

« l'effacement de l'individu », des racismes « hétérophobe » et « hétérophile », du « vote intermittent », du « perfectionnisme libéral », des types idéaux protestataire et identitaire du populisme, de l'affirmation d'un clivage entre « société ouverte » et « société fermée » ou enfin de la désarticulation entre confiance politique et confiance sociale ne semblent pas attester l'hypothèse d'une atonie théorique particulière du CEVIPOF. L'accueil régulier de très nombreux chercheurs étrangers qui viennent séjourner au CEVIPOF pour se confronter aux contributions et aux résultats du CEVIPOF dans la recherche internationale montre que ceux-ci ne partagent pas le sentiment dont il est fait état dans ce rapport. Des candidatures retenues dans le cadre de l'IDEX (notamment le projet sur un espace public européen) jusqu'aux publications d'ouvrages comme chez Palgrave-Macmillan ou d'articles dans des revues internationales à comité de lecture, toutes les données observables s'opposent à l'observation du Comité. La traduction régulière d'ouvrages importants du CEVIPOF dans le domaine électoral (*Europe at the polls*, Palgrave 2002 ; *The New Voter in Western Europe*, Palgrave 2011 ; traduction en cours de *La décision électorale en 2012*) et en dehors (*Politics in France and Europe*, Palgrave, 2009) devrait rendre prudents ceux qui dénoncent une faible insertion du CEVIPOF dans la communauté scientifique internationale.

Quant à la contribution du CEVIPOF au débat public et citoyen, elle est une conception, que l'on dira peut-être peu partagée dans notre discipline, mais que nous considérons comme une obligation, ne serait-ce que parce que l'investissement de la Nation dans la recherche doit être payé en retour et donner lieu à une présentation régulière à un large public. C'est même tout l'avenir et peut-être même le seul avenir des sciences sociales. Une science privilégiant excessivement l'entre soi n'est ni une priorité ni un but.

5/ Sur le renouvellement de la direction.

La question du renouvellement de la direction de l'unité doit en effet être réglée selon les normes pratiquées pour les UMR. C'est ce qui a été fait au cours de l'année 2012. Une seule innovation a été introduite : celle d'avoir recours à un comité de recherche proposant au conseil d'unité et aux autorités de tutelle de la FNSP et du CNRS un ou plusieurs noms de possibles directeurs. Cette innovation a été introduite afin de casser la logique d'introversion qui préside trop souvent au renouvellement de la direction des laboratoires. A la suite de l'avis de la commission 40 du CNRS, nous avons décidé de remettre sur le métier une nouvelle procédure qui débouchera à la fin 2013 sur une proposition qui sera, après avis du conseil de laboratoire, soumise à l'appréciation des autorités de tutelle, lesquelles ont seules le pouvoir de nomination. Telles sont les normes dont le CEVIPOF ne s'est jamais écarté.

6/ Sur "une démarche plus entrepreneuriale et collective".

Cette démarche entrepreneuriale et collective a longtemps été un reproche adressé au CEVIPOF. Nous nous réjouissons de constater aujourd'hui que son principe n'est plus mis en cause et est même un critère d'évaluation. Nous pensons avoir, modestement, contribué à ce nouveau paradigme et à cette révolution culturelle au sein de notre discipline. Nous nous étonnons cependant de l'évaluation qui est faite par le Comité.

Le Comité propose au CEVIPOF d'adopter une démarche « plus entrepreneuriale et collective ». On peut faire toujours plus et mieux. Entre 2007 et 2012, 2,1 millions d'euros de subventions, contrats et financements ont été obtenus par le CEVIPOF. Pour la période qui s'ouvre et sur laquelle le Comité ne précise pas sur quels arguments se fonde son opinion, il peut être rassuré. A l'heure de la rédaction de cette réponse, trente candidatures ont été déposées (ANR, PCRD, PRES, etc), neuf ont été retenues pour un premier montant de 508 768 euros.

Cette démarche intéressant l'ensemble des chercheurs du CEVIPOF montre que l'ardeur entrepreneuriale et collective ne fait pas défaut au laboratoire. Telle est la réalité d'un laboratoire qui ne doit pas être rabattu sur des images extérieures stéréotypées et parfois entretenues dans des stratégies de positionnement d'équipes, souvent impatientes d'établir un leadership par rapport à un laboratoire solidement installé dans le paysage de la recherche. Le champ scientifique gagnera plus à développer des synergies qu'à entretenir des querelles où les stratégies de « distinction » tentent de dominer.

7/ Sur les Investissements d'avenir.

Le Comité appelle le CEVIPOF à s'impliquer clairement et fortement dans les dispositifs des Investissements d'avenir. Le souci du Comité est louable et celui-ci doit être rassuré. La démarche entrepreneuriale du CEVIPOF (qui est l'une de ses caractéristiques, plus de 2,1 millions d'euros récoltés depuis 2007 jusqu'en 2012, et aussi l'un des reproches à son endroit pendant longtemps) est celle d'un centre actif. Comme cela a été dit plus haut, 30 candidatures à des appels d'offres à projets scientifiques ont été déposées, et déjà, à l'heure de la rédaction de cette réponse, plus de 500 000 euros récoltés. Dans le cadre de l'Investissement d'avenir du PRES Sorbonne Paris Cité, le CEVIPOF a déposé cinq projets, deux ont été retenus participant ainsi au succès de Sciences Po dans cet investissement d'avenir. Nous espérons que de nombreux centres de recherche en science politique connaîtront de semblables succès dans ces Investissements d'avenir. Si l'on souhaite d'autres exemples, dans le cadre du VII^e PCRD, sept candidatures aux différents instruments ont été déposées, l'une d'entre elles a déjà été retenue et elle consiste en un dialogue avec une discipline des sciences biologiques et médicales : *Cell-based regenerative medicine, new challenges for EU legislation and governance*. De quoi étendre davantage la surface scientifique du CEVIPOF et répondre aux défis de la science moderne.

8/ Sur le personnel administratif.

Le CEVIPOF remercie le Comité pour ses propos positifs sur l'attention de la direction à la prévention des risques psychosociaux, à la formation et à la valorisation des agents administratifs. En effet, nous ne considérons pas les frictions et le conflit comme des modes de gestion normale d'un personnel. Le personnel administratif n'a pas souhaité répondre aux questions du Comité, cette prérogative lui revient. Ce même personnel a d'ailleurs trouvé désagréable la question du Comité, en catimini, sur d'éventuelles pressions qu'il aurait subies. Nous regrettons que l'on puisse nous prêter de telles intentions qui sont totalement étrangères à l'esprit d'équipe qui existe et demeure au sein du CEVIPOF.

A la fin de cette réponse à un document très synthétique de quatre pages, nous espérons avoir corrigé la vision floue d'un Comité, qui n'a pas toujours su prendre en considération les impératifs d'un centre de recherches moderne et unique. Moderne par sa capacité d'adaptation et d'anticipation des mutations de la recherche, et par sa réputation scientifique. Unique par son statut, sa notoriété et ses contributions à nombre de débats scientifiques et sociétaux. L'excellence ne se décrète pas, elle se prouve. Au moyen de notre bilan et de nos projets, nous pensons avoir prouvé notre attachement et notre contribution à cette priorité de Sciences Po et du CNRS.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'PP', written over a horizontal line.

Pascal Perrineau

Professeur des Universités à Sciences Po

Directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po.